

Editorial

La Société suisse de médecine sociale et préventive a un nouveau président: le D^r Ulrich Frey

En tête de ce deuxième numéro de 1984, il m'appartient de présenter aux lecteurs de «Médecine sociale et préventive» mon successeur entré en fonctions au 1^{er} janvier.

Cette tâche m'est d'autant plus agréable et facile que

- le choix suggéré par le Bureau au Comité et ratifié par l'Assemblée générale est excellent,*
- la passation des pouvoirs a pu se faire dans des conditions optimales,*
- le nouveau président offre ci-dessous aux lecteurs un éditorial à la fois actuel, lucide et constructif.*

Fils d'un éminent professeur à la Faculté de Berne, le D^r Ulrich Frey est d'abord attiré par la médecine du sport et il la pratique comme interniste installé en ville de Berne. Préoccupé de santé publique, il accepte ensuite (1970) le poste de médecin cantonal bernois où il se fait connaître par sa compétence, son enthousiasme et son sens diplomatique.

En 1974, il est sur les rangs pour la succession ouverte du poste de directeur du Service fédéral de l'hygiène publique. Le choix du Conseil fédéral se porte sur lui, parmi une série de candidats de haut niveau.

C'est à la tête de ce qui deviendra l'Office fédéral de la santé publique que, pendant dix ans, il donne toute la mesure de son savoir, de son expérience et de son sens inné de la négociation. En bénéficieront au premier chef ses collaborateurs directs et les collègues d'autres départements fédéraux, mais aussi les membres des nombreuses commissions qu'il préside, les institutions aux travaux desquelles il participe (Académie suisse des sciences médicales, Fonds national de la recherche scientifique, Institut suisse des hôpitaux, Commission fédérale de l'alimentation, etc.) et, finalement, la communauté nationale tout entière. Enfin, au niveau international, notre pays peut s'honorer de l'avoir vu élire à la présidence du Comité européen de l'OMS pour l'année 1982.

Ce sont ces mêmes qualités, plus son dévouement à la cause de la médecine sociale et préventive, qu'il met à la disposition de notre Société: qu'il en soit très cordialement remercié.

*Professeur Olivier Jeanneret
Président 1981–1983*

La mort de la forêt – Quelle importance pour nous?

U. Frey¹

Jamais encore une nouvelle concernant l'environnement n'a touché le public autant que la réalisation du fait que beaucoup des arbres de nos forêts sont malades à en mourir (probablement à cause de hautes concentrations de produits nocifs dans l'air). La catastrophe de la dioxine de Seveso, les graves atteintes à la santé provoquées par l'huile d'olive espagnole édulcorée, ou la question des hormones dans la viande de veau elles-mêmes n'avaient pas provoqué des réactions comparables dans la population; réactions dont la violence ne peut être comparée qu'avec certaines manifestations d'angoisse devant le péril nucléaire.

Ces craintes sont compréhensibles. La pensée que nos forêts pourraient un jour être anéanties dans une large mesure est effrayante. Et ce n'est pas seulement sur un plan émotionnel que chacun se sent lié au paysage de chez nous, inimaginable sans forêts, mais il y a aussi de graves soucis dans le domaine de l'économie, de la biologie et de l'écologie au sens général.

Cela étant, il est à vrai dire étonnant que la collectivité ne se soit jusqu'ici qu'à peine préoccupée des rapports entre l'atteinte des forêts et la santé de l'homme. En fait, la santé humaine est menacée depuis longtemps par ces mêmes nuisances qui font dépérir les arbres. L'homme respire un air pollué au même degré. Quotidiennement, nous sommes soumis aux mêmes émissions de gaz – particulièrement dans les villes. C'est depuis des années que des responsables politiques du domaine de la santé, d'autres qui se préoccupent de protection du milieu, et des spécialistes de médecine préventive s'alarment devant la pollution croissante de l'air.

¹ D^r med. D^r h. c. Ulrich Frey, ancien directeur de l'Office fédéral de la santé publique, président de la Société suisse de médecine sociale et préventive, Mattenweg 14, 3084 Wabern.

Pourquoi ne réagissons-nous qu'au moment où les arbres sont menacés? On peut bien se poser la question. Est-ce parce que l'être humain n'est pas en mesure de ressentir immédiatement l'impact de la pollution, dont les effets nocifs ne se marquent sur lui que des années plus tard? Est-ce parce que les dommages infligés aux arbres sont très clairement visibles? Tout se passe comme si des nuisances exogènes étaient vécues comme une menace surtout lorsqu'elles entraînent une atteinte organique durable, tout spécialement en cas d'effets mutagènes ou carcinogènes. Il est clair que les atteintes à l'environnement sont une cause d'alarme particulière lorsque leurs effets sont à long terme et peuvent s'étendre sur des générations. Des influences nuisibles qui ne touchent que la personne individuelle impressionnent manifestement moins. Par contre, il paraît que la «mort de la forêt» est ressentie actuellement par beaucoup comme une menace globale, qui pénètre «à la racine des choses» (et des êtres vivants).

Toutefois, mon impression est que la discussion de la situation des forêts est menée de façon insuffisamment complète, qu'elle est orientée de manière trop unilatérale dans le sens de la protection de l'environnement. C'est l'expression d'une manière de penser fragmentée et réductionniste encore très répandue aujourd'hui, et d'une spécialisation extrême. La pollution de l'air n'est pas du tout assez reconnue comme un problème de santé. Alors que, comme d'autres préoccupations environnementales (bruit, pollution des eaux et des sols, surcharge de la chaîne alimentaire par des substances nocives), elle représente une menace sérieuse pour la santé de l'homme aussi bien que pour le milieu naturel.

En décembre 1983 s'est tenue à Vienne une réunion de travail organisée par le Bureau régional de l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), sur le thème «Santé et environnement». Elle réunissait des chimistes, des toxicologues, des techniciens des denrées alimentaires et de l'environnement, des médecins du travail, des responsables de politique de santé, des psychologues, des épidémiologistes et des spécialistes de médecine préventive. Dans un effort interdisciplinaire, ils ont cherché des solutions globales, larges, à cette situation complexe. L'OMS a bien reconnu que la protection de l'environnement et celle de la santé ne peuvent être séparées, et que les conceptions et les pratiques étroites, particularistes, vont à fins contraires, dans la science comme dans les administrations. Seule une approche «holistique» et une action interdisciplinaire peuvent permettre de prendre la mesure de cette problématique.

Pour la Suisse, cela signifie concrètement qu'il s'agit de renforcer la collaboration entre diverses instances de l'administration de la Confédération et des cantons, et que les actions entreprises doivent être mieux coordonnées entre elles. Les mêmes besoins valent pour l'enseignement et la recherche, ainsi que pour tout le travail dirigé vers le public. On voit trop de centres, de sociétés et d'associations qui se préoccupent de promotion de la santé, de prévention, de protection de l'environnement, sans que l'un connaisse l'autre, ni sache ce qu'il fait. On voit trop de doubles emplois, de chevauchements. Il est grand temps que tous les cercles concernés établissent des contacts mutuels, échangent leurs «know-how» respectifs, dialoguent. Il faut une communication accrue, une coopération meilleure et une coordination efficace.

C'est dans ce sens que va la proposition soutenue de divers côtés de créer au niveau de la Confédération un organe consultatif interdisciplinaire, chargé d'un rôle de conseil et de coordination dans les domaines de la protection de la santé, de la prévention et de la protection de l'environnement. Il correspondrait à l'instance qui, sous le nom de «Commission de prévention» – ou mieux «Conseil de santé» – a été demandée à plusieurs reprises lors de la consultation sur le Rapport traitant de l'opportunité d'une loi fédérale sur la prévention. Un tel «Conseil de sages» devrait rassembler des personnalités de la science, de l'administration et de la politique, pour discuter toutes ces questions d'une manière globale (holistique) et interdisciplinaire, et pour proposer des solutions pertinentes et pratiques aux autorités compétentes de la Confédération et des cantons. Mon espoir est que la Société suisse de médecine sociale et préventive poursuivra cette idée, qu'elle sera en mesure d'élaborer des propositions concrètes dans le sens de son «Modèle Prévention 1983» et qu'elle les soumettra aux autorités intéressées.

*D' med. D' h. c. Ulrich Frey
Président de la SSMSP*